Intervention d'Hélène BALITOUT
Budget primitif 2016

***

Monsieur le Président,
Chers collègues,
Mesdames et messieurs,

Lors du débat d'orientations budgétaires, j'ai longuement exposé les impasses auxquelles nous confronte me semble-t-il l'austérité budgétaire qui est, à la vérité, un véritable étranglement budgétaire.

J'étais d'autant plus à l'aise pour le faire que les élus communistes et républicains, où qu'ils siègent, à l'Assemblée comme dans les collectivités locales, combattent cette logique-là et exigent que la dépense et que l'investissement publics soient réhabilités. Nous sommes les seuls à défendre cette cohérence d'un refus de l'austérité qu'elle soit nationale ou locale.

Nous ne le faisons pas par principe ou par dogmatisme mais parce que le réel indique que cette stratégie ne produit rien de bon, ni pour le pays, ni pour les populations.

Quelle que soit le niveau où cette politique est mise en œuvre, et quelle que soit le gouvernement qui la met en œuvre, elle débouche systématique sur un chômage supplémentaire et des conditions de vie dégradées.

Tous les indicateurs sérieux le prouvent. En 2014, un audit interne au FMI qui n'est pourtant pas une institution révolutionnaire, pointait d'ailleurs clairement les mesures d'austérité budgétaire prises après la crise financière éclairant leur inefficacité et leur inadaptation.

Contraction de la consommation intérieure, réduction du montant des investissements publics, atonie et même baisse de l'investissement privé

– lequel est un handicap pour le renouvellement des équipements comme pour la création de nouveaux potentiels de croissance –, distribution discrétionnaire du crédit bancaire, contraction du volume du commerce extérieur, tout concourt avec l'austérité à créer les conditions d'une dégradation durable des comptes publics.

Tout cela est frappant de l'échec des politiques libérales et d'austérité, quel que soit le degré avec lequel elles ont été menées dans le passé ou aujourd'hui.

Face à ce contexte, trois options s'opposent : 1- l'accommodement gestionnaire, 2- l'accompagnement pur et simple ou 3- le réformisme radical. Nous prenons le partie de la 3ème option, celle de la résistance aux politiques d'austérité.

Ici, dans cette Assemblée, nous sommes les seuls à nous y opposer . Nous sommes indépendants des forces gouvernementales et nos parlementaires ne votent pas les lois qui encouragent l'asphyxie organisée des populations et des territoires, par la baisse des dotations notamment.

C'est à l'aune de ces principes fondamentaux et de cette cohérence, que nous refusons d'encourager, ici, les mesures qui vont dans ce sens.

L'austérité devient de plus en plus concrète et nous assistons à des hausses de taux et de tarifs, à la réduction de certains services et à des suppressions d'emplois.

Ainsi voyons-nous des emplois supprimés, dans des proportions sans commune mesure, alors que tant de nos concitoyens en sont privés et que les besoins de la population augmentent notamment en matière de solidarités avec les personnes âgées et les plus fragiles. Des suppressions de postes dont les femmes seront davantage pénalisées, dans la fonction publique territoriale où elles sont majoritaires.

Ainsi voyons-nous réduite dans ce budget l'intervention du département en matière de sport. Les comités sportifs départementaux, les athlètes de haut niveau et leurs clubs sont les victimes des coupes budgétaires. Les manifestations sportives en font également les frais.

Ainsi voyons-nous minorée le soutien à la culture avec des baisses significatives pour l'aide aux associations, le soutien à l'éducation et à l'enseignement artistique. La programmation du Parc Jean-Jacques ROUSSEAU est arrêtée, la médiathèque doit accuser des coupes importantes ainsi que les archives départementales.

Ainsi voyons-nous la gamme tarifaire pour les usagers des transports augmentée dans des proportions très importantes, qui pèseront sur le budget des familles, notamment aux faibles revenus.

Ainsi voyons-nous abandonné le soutien aux activités périscolaires, les prix attribués aux lycées supprimés, l'aide forfaitaire pour la rémunération des ATSEM réduite comme l'intervention pour les séjours linguistiques des collégiens.

Ainsi voyons-nous le soutien aux accueils de loisirs supprimés pour les collectivités.

Ainsi voyons-nous confirmé l'abandon de projets totalement utiles et pertinents pour les déplacements, comme la déviation de SAINT-LEU ou la route NOYON-ROYE que les citoyens attendaient pourtant.

Ainsi voyons-nous baisser, ce qui est très alarmant, les dotations aux associations caritatives, de médiation sociale et de lutte contre l'illettrisme alors que les situations de précarité et de pauvreté augmentent partout dans des proportions inquiétantes.

De même la dotation du Fonds Départementale de Solidarité, et Fonds Départemental de Solidarité pour le logement sont rabotés de 20%.

Ainsi voyons-nous la participation à OISE TOURISME diminuer.

Ainsi voyons-nous des dispositifs utiles abandonnés au motif d'un recentrage sur les politiques obligatoire, duquel échappent par miracle les armes aux policiers municipaux et les caméras de surveillance qui ne sont pas des politiques obligatoires mais miraculeusement inscrites au budget.

Je m'arrête là, mais la liste est longue des réductions et baisses que ce budget propose à l'examen de l'assemblée départementale.

C'est un budget d'austérité. Une austérité à tous les étages, matin, midi et soir.

Une austérité qui aura des conséquences sur l'économie locale et le service public départemental. Une austérité qui ne réglera rien des équilibres budgétaires tant la politique menée nationalement entrave les comptes des collectivités. Une austérité qui aura des conséquences bien concrètes sur les populations.

Dans cette conjoncture des politiques d'austérité, la culture et le sport apparaissent, entre autres, comme des cibles privilégiées de la réduction des dépenses. Il ne faut pas oublier que l'austérité ne s'opère pas seulement en réaction à la conjoncture. Cette dernière vient plutôt justifier l'application d'un programme politique.

Je dois le mentionner : toutes ces réductions, baisses et suppressions ne changeront rien à l'imposition. Les citoyens paieront toujours autant d'impôts mais disposeront de moins de services. Autant d'impôts mais moins de services, c'est le résultat objectif des orientations que nous examinons.

C'est tout cela que nous condamnons et c'est cette logique à laquelle nous nous opposons en toute clarté et cohérence, ici dans l'Oise, et au plan national.

Nous continuons , avec nos parlementaires et l'ensemble de nos élus locaux d'exiger les moyens d'une action publique locale au service des populations et de leurs besoins.

Nous maintenons qu'il est nécessaire de réfléchir à la mise en place d'un service public départemental de l'aide à à la personne, d'augmenter le places en maisons de retraite et dans les EHPAD, de rétablir la gratuité des transports scolaires, de répondre au fléau de la désertification médicale avec les intercommunalités et l'ARS. D'une manière générale nous maintenons qu'il n'est pas nécessaire de rajouter de l'austérité locale à l'austérité nationale.

Les sportifs, les associatifs, les bénévoles, le monde de la culture, les salariés, les agents publics territoriaux, nos aînés, les jeunes : à tous nous disons qu'ils peuvent compter sur nous pour les défendre. Qu'ils peuvent compter sur les élus communistes et républicains pour faire entendre un autre son de cloche que l'austérité comme seule horizon.

Merci.